

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-allemandes et la construction européenne, à Berlin le 22 janvier 2013.

Monsieur le président de la République,

Madame la Chancelière,

Monsieur le président du Bundestag,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le président du Sénat,

Mesdames, Messieurs les parlementaires de nos deux pays,

Je mesure le moment exceptionnel que nous vivons : la réunion de nos deux Parlements avec les responsables des gouvernements, les deux présidents de la République et le privilège qui m'est donné de m'exprimer ici, au nom de la France, au Bundestag. Je veux une nouvelle fois saluer Madame la Chancelière pour l'accueil quelle nous a réservé pendant ces deux jours, pour célébrer un Traité signé il y a 50 ans par deux hommes d'Etat, Konrad ADENAUER et le Général de GAULLE qui avaient eu l'audace, le courage, la passion de penser qu'il était possible non seulement de réconcilier nos deux peuples mais d'unir les destins de la France et de l'Allemagne dans un Traité qui pouvait, en lui-même, offrir les conditions de l'amitié. Ce pari a été réussi au-delà même des intentions de ceux qui l'avaient signé.

Tout au long de ces 50 ans, ceux qui leur ont succédé les chefs de Gouvernement, les présidents de la République ont veillé à cultiver, à entretenir l'amitié entre nos deux pays et à y ajouter à chaque étape de nouveaux projets, pas simplement conçus pour la France et l'Allemagne, mais pour l'Europe elle-même. C'est-à-dire faire que ce qui nous avait permis de nous retrouver puisse être l'occasion de réunir aussi l'Europe.

Cette amitié a été motrice durant ces 50 dernières années. Cela ne veut pas dire qu'elle nait pas connu des vicissitudes ou des orages ! Il faut cesser de voir l'amitié franco-allemande comme un long parcours tranquille !

Dès le Traité de l'Élysée signé, le Général DE GAULLE dont chacun connaissait la hauteur de vue, mais aussi le caractère avait considéré que le Bundestag avait pour une part dénaturé le Traité en y ajoutant un préambule qui rappelait la force de la relation transatlantique. C'est vous dire si l'amitié franco-allemande mérite à chaque étape d'être entretenue et comprise !

Je dis souvent que cette amitié doit être offerte à tous les pays européens. Certains s'inquiètent quand notre relation n'est pas au niveau que nous souhaitons tous. Mais ils se préoccupent aussi lorsque nous sommes trop unis, de crainte que cela vienne peser sur leurs propres choix. Or, en réalité, cette amitié entre la France et l'Allemagne a toujours été au service de la construction européenne et des valeurs que nous partageons, mais que nous avons pu étendre et élargir à mesure que l'Europe elle-même a pu accueillir de nouveaux pays.

C'est notre amitié qui a prévalu quand la sécurité de l'Europe a pu être menacée, comme en 1983 lorsque la France proclama ici au Bundestag, par la voix de François MITTERRAND, sa solidarité sans faille avec l'Allemagne fédérale.

C'est cette amitié qui a déterminé l'appui sans réserve de la France pour la réunification de l'Allemagne.

C'est cette amitié aussi qui a permis de faire des choix audacieux dans le domaine économique et industriel, des réalisations exceptionnelles comme Airbus, comme Ariane que nous devons encore

amplifier.

C'est l'amitié entre la France et l'Allemagne qui a permis, étape par étape, la création de l'euro. C'est encore l'amitié entre la France et l'Allemagne qui a permis ces derniers mois de préserver l'intégrité de la zone euro.

Cette amitié nous est donc précieuse & elle nous est indispensable & elle est indissociable de la construction européenne.

Mais aujourd'hui, Madame la Chancelière, nous avons à ouvrir de nouvelles perspectives, à la hauteur de l'héritage que nous avons reçu. Nous devons le faire et c'était l'esprit originel du Traité de l'Élysée pour la jeunesse, car elle est la grande affaire dans notre relation.

Parce que la jeunesse est à la fois notre avenir mais aussi l'enjeu des politiques que nous engageons. Parce que la jeunesse de nos deux pays a la chance inestimable de n'avoir jamais rien connu d'autre que la paix et la démocratie. Et parce que la jeunesse d'aujourd'hui affronte une crise économique, sociale d'une durée inédite et qui assombrit donc l'espoir qu'elle peut nourrir par rapport à son propre avenir.

C'est la raison pour laquelle, dans la déclaration que nous avons adoptée, nous avons donné une large place à la jeunesse, à travers l'élargissement des moyens qui sont donnés à l'IOFAJ qui célébrera son cinquantième anniversaire au mois de juillet et qui a permis depuis sa création je le rappelle à huit millions de jeunes français et de jeunes allemands de pouvoir bénéficier de son soutien. Nous avons décidé de multiplier les filières linguistiques, d'aller encore plus vite sur la reconnaissance des diplômes, de rapprocher nos systèmes de formation professionnelle, pour que tous les jeunes se voient offrir la possibilité de suivre une partie de leur parcours ici en Allemagne, ou de jeunes allemands en France.

Nous ferons en sorte la France et l'Allemagne dans la discussion qui va se prolonger sur le futur budget européen, que le programme Erasmus non seulement soit consolidé, mais élargi à des jeunes qui, aujourd'hui, n'ont pas accès et notamment des milieux populaires, ou issus des filières de l'apprentissage.

Nous aurons aussi à cœur de défendre un projet commun entre la France et l'Allemagne, celui qui serait une garantie pour les jeunes pour chaque jeune de pouvoir accéder à un stage, à une formation, à un apprentissage et si possible à un emploi. Pour chercher les financements correspondants nous pourrions utiliser une partie des recettes obtenues grâce à l'introduction de la taxe sur les transactions financières que la France et l'Allemagne ont porté ensemble et qui aujourd'hui a été reconnue comme effective par le Conseil économique et financier (ECOFIN). C'est pour la jeunesse toujours pour la jeunesse ! que nous devons poursuivre cette aventure exceptionnelle que l'Europe, cette innovation institutionnelle qu'aucun continent au monde n'a pu créer.

Oui, nous avons ce devoir, de faire que cela reste une utopie pour les générations qui vont nous succéder : cette idée européenne - pas simplement de faire la paix entre nous - mais de réussir à créer un espace de droit, de liberté, de prospérité et de solidarité.

La France et l'Allemagne ont une responsabilité particulière, par leur place, leur histoire, leur géographie, leur puissance économique mais surtout par l'attente qui est placée en nos deux pays. De la qualité de notre relation, de la confiance qui nous unit, de la capacité à fixer un cap pour notre continent, dépend l'avenir de l'Europe.

Cette amitié, je l'ai dit, n'est pas exclusive. Elle est ouverte et n'exclut personne. Elle doit entraîner l'Europe qui veut avancer avec nous. « Avec nous » ne veut pas dire « derrière nous » & mais c'est nous qui devons montrer la voie.

Notre amitié n'est pas non plus une confusion, un alignement, un renoncement, bien au contraire : c'est en restant eux-mêmes que nos pays peuvent aller plus sûrement vers ce qui les rapproche. Pour nous rassembler, il n'est pas demandé de nous ressembler. Il est demandé de nous réunir pour une volonté commune, pour promouvoir un modèle économique et social original, pour protéger l'environnement, pour partager une même vision du monde, car l'Europe est une puissance. C'est une puissance ! Mais une puissance différente des autres, une puissance qui veut contribuer à la paix et veut servir des valeurs universelles.

C'est ce qu'entreprend aujourd'hui la France au Mali, face à une agression terroriste qui met en

péril l'avenir de ce pays - l'un des plus pauvres du monde -, qui met aussi en cause la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et donc la sécurité même de notre continent.

Je remercie l'Allemagne pour son soutien et son appui.

Son soutien politique qui a été à la hauteur de notre relation, et qui est d'ailleurs celui de toute l'Europe à notre initiative, mais aussi pour son appui logistique, matériel, financier, humanitaire. Il y aura dans quelques jours une conférence des donateurs et l'Allemagne comme l'Europe y joueront tout leur rôle.

Cette intervention était nécessaire. Plus tard aurait été trop tard. Elle s'inscrit dans la légalité internationale et vise à permettre l'adoption, mais surtout la traduction de la volonté qui a été celle du Conseil de sécurité d'assurer le retour de l'intégrité du Mali, grâce à une force africaine qui, elle, stabilisera pour longtemps le Mali et donc cette région du monde.

La France a pu prendre cette responsabilité parce qu'elle était présente en Afrique. Elle n'est pas là pour chercher un intérêt, une influence. Elle est là pour porter secours et donc nous faisons en sorte que cette intervention soit utile. Utile au Mali - elle le sera -, utile à l'Afrique pour qu'elle prenne conscience de ses propres responsabilités, utile à l'Europe pour qu'elle aille plus loin vers ce qui peut la rapprocher en matière de défense. Je souhaite que la France et l'Allemagne reprennent les objectifs qui étaient prévus dans le Traité de l'Elysée, il y a 50 ans, pour une politique étrangère commune, pour rapprocher nos doctrines, pour mettre en œuvre des projets communs et notamment en matière d'industrie de défense.

Notre rencontre d'aujourd'hui est l'occasion d'affirmer, au-delà de notre amitié, une ambition.

Nous devons d'abord travailler pour faire sortir l'Europe de la crise. De la crise de la zone euro, je pense que nous y sommes déjà, même s'il faut y travailler encore et être vigilant et attentif. Mais nous avons introduit les mécanismes qui permettent la stabilité. Nous avons dégagé un pacte de croissance, nous avons fait en sorte aussi de venir en soutien à des pays qui nous le demandaient et qui avaient fait un effort pour solliciter notre concours. Il nous reste aussi à adopter un budget pour l'Europe. Je parle devant des parlementaires qui y sont attentifs et le président du Parlement européen qui aura aussi à faire en sorte que ce budget puisse être approuvé.

Quelles sont nos intentions ?

Maîtriser la dépense - comme partout et nous le faisons, sûrement -, mais dégager des moyens pour préparer l'avenir. Être attentifs à nos politiques communes : je ne parle pas seulement de la politique agricole commune qui est souvent identifiée à la France - à tort car elle est au service de toute l'Europe - mais je pense aussi aux pays dits de la cohésion qui ont besoin d'un budget européen.

Nous avons aussi à donner à l'Europe les moyens de ne plus connaître les crises qu'elle a traversées et notamment sur le plan de ses banques et du projet d'Union bancaire que nous avons adopté et qui va se traduire dans les prochains mois par des décisions concrètes et des institutions qui vont assurer cette supervision des banques. Là encore, nous devons aller plus loin, faire qu'il y ait des disciplines budgétaires mais des disciplines aussi sur les comportements bancaires.

Nous devons une fois encore, France et Allemagne - à travers l'approfondissement de l'Union économique et monétaire et le projet sur lequel nous sommes d'accord -, faire en sorte que cette Union économique et monétaire débouche aussi sur l'Union politique. Je suis prêt à recevoir toutes les propositions et la France sera à l'écoute de toutes les Nations qui voudront aller plus loin dans l'engagement européen, à la condition que nous portions ensemble des projets d'avenir. Ces projets ne peuvent plus être ceux qui avaient été définis au début des années 60 et pas davantage ceux des années 70 ou 80 et pas même la seule monnaie unique. Nous devons rénover le modèle européen et donc la perspective européenne.

L'économie sociale de marché qui a fondé cette union conserve toute sa pertinence, là où d'autres modèles ont échoué. Mais ce modèle-là doit aussi évoluer face aux pays émergents, à l'exigence environnementale, au réchauffement climatique, à nos évolutions démographiques, au vieillissement de la population, à la nécessité d'intégrer des personnes d'origine étrangère qui sont aujourd'hui citoyennes de nos deux pays. Nous devons lutter encore davantage contre les

inégalités de toute sorte. Notre modèle doit donc de nouveau connaître des mutations, des évolutions et nous en avons la responsabilité.

Sur quoi pouvons-nous nous retrouver pour les prochaines années ?

Je ne dis pas les 50 prochaines, je ne sais pas où nous serons dans 50 ans - enfin si, j'ai quelques idées ! Nous avons justement à faire en sorte que sur l'Europe de l'énergie, nous puissions avancer ensemble. Nous n'avons pas la même politique énergétique, mais en même temps nous avons la même exigence par rapport au réchauffement climatique. Donc nous sommes prêts la France est prête avec l'Allemagne et tous les pays qui le voudront à définir cette Europe de l'énergie : innovation, recherche, indépendance de nos approvisionnements, préservation de la planète, voilà un premier sujet sur lequel nous pouvons coopérer davantage.

Le deuxième sujet est l'Europe des transports, à la fois sur le plan du ciel européen, de l'espace ferroviaire, des véhicules propres. Tout cela nous pouvons le faire ensemble. Autre domaine : l'Europe du numérique, pour prendre de l'avance, équiper nos territoires, assurer de nouvelles régulations, éviter que les biens culturels soient des marchandises comme les autres, empêcher que les droits d'auteurs ne soient pas reconnus. Europe enfin des générations futures : éducation, recherche, enseignement supérieur, formation professionnelle.

Voilà les domaines que je propose pour les prochaines décennies de l'amitié franco-allemande et de l'Union européenne.

Mesdames et Messieurs,

L'amitié que nous célébrons aujourd'hui est un hommage à l'Histoire, aux hommes et aux femmes qui l'ont réalisée, au peuple qui y ont adhéré, à toutes ces initiatives citoyennes qui ont permis que notre amitié soit renforcée année après année, génération après génération.

Mais notre amitié doit aujourd'hui être un appel : un appel à nos deux pays pour qu'ils se rapprochent encore davantage. Un appel aux citoyens, pour qu'ils prennent en main leur destin.

Un appel aussi à la jeunesse, pour qu'elle ait confiance en son avenir.

L'Union de la France et de l'Allemagne, disait Victor HUGO, ce serait la paix du monde. Victor HUGO pouvait être prophétique. Nous avons fait la paix en Europe, mais pas encore la paix dans le monde.

Nous devons donc saluer ce qui a été cette histoire et le prix Nobel qui a été remis à l'Europe à l'idée européenne, à la construction européenne et qui a été regardé comme presque un anachronisme, nous devons le savourer, parce qu'il récompense les efforts des générations qui nous ont précédés pour faire que l'Europe soit aujourd'hui un destin commun. Ce prix nous oblige, nous conduit à aller de l'avant, à porter de nouveaux projets, à prendre de nouvelles initiatives. Cette ambition, donc, c'est celle que je veux offrir avec vous. C'est la confiance que nous devons retrouver : confiance dans notre monnaie, confiance dans notre économie, confiance dans notre modèle social, confiance dans les valeurs que nous portons, confiance dans la jeunesse. Et comment être plus confiants que lorsque nous sommes ici réunis, Français et Allemands, pour parler de notre amitié ?